



CHAPITRE 104

Loi modifiant la charte de la Ville de
Sainte-Foy

[Sanctionnée le 29 juin 1971]

Préam-
bule.

ATTENDU que la Ville de Sainte-Foy a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, le chapitre 101 des lois de 1949 et les lois qui la modifient soient de nouveau modifiées;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à ces fins et qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.
193, s.
429, mod.
pour la
ville.
Paiement
du coût
des tra-
vaux.

1. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié pour la ville en ajoutant, après le paragraphe 16°, l'alinéa suivant:
« La Ville de Sainte-Foy est autorisée à défrayer en tout ou en partie, le coût des travaux prévus précédemment au moyen d'un règlement d'emprunt qui devra recevoir au préalable les approbations prévues aux articles 593 et 599 de la Loi des cités et villes. »

S.R., c.
193, s.
469, mod.
pour la
ville.
« dépo-
toir »;

2. L'article 469 de ladite loi est modifié pour la ville en insérant, après le paragraphe 22°, les suivants:

« 22°a relativement audit paragraphe 22°, le mot « dépotoir » désigne un endroit destiné à recevoir les objets de rebut; il comprend notamment un cimetière d'automobiles;

« 22°b les dépotoirs sont prohibés dans la ville;

Prohibi-
tion.

CHAPTER 104

An Act to amend the charter of the City
of St. Foy

[Assented to 29th June 1971]

Preamble.

WHEREAS the City of St. Foy has by its petition represented that it is in its interest and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, chapter 101 of the statutes of 1949 and the acts amending it, be again amended;

WHEREAS the petitioner has prayed for the passing of an act for the above purpose and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended for the city by adding after paragraph 16 the following paragraph:

“The City of St. Foy is authorized to pay all or part of the cost of the works provided for above by a loan by-law which shall previously be approved in accordance with sections 593 and 599 of the Cities and Towns Act.”

R.S., c.
193, s.
429, am.
for city.

Payment
of cost of
work.

2. Section 469 of the said act is amended for the city by inserting after paragraph 22 the following:

“(22a) with reference to said paragraph 22, the word “dump” means a place where scrapped objects are deposited; it includes in particular an old car dump;

“(22b) dumps are prohibited in the city;

R.S., c.
193, s.
469, am.
for city.
“dump”;

Forbidden
in city.

Cimetières d'automobiles.

« 22°c tout cimetière d'automobiles existant dans la municipalité devra disparaître au plus tard le 30 juin 1973;

Peines.

« 22°d toute infraction aux paragraphes 22°b et 22°c rend le contrevenant passible, en sus des frais, d'une amende de vingt à quarante dollars au cas d'une première infraction et de quarante à cent dollars au cas de toute infraction subséquente dans les douze mois;

Personnes passibles des peines.

« 22°e lorsqu'une infraction aux paragraphes 22°b et 22°c est commise, les personnes suivantes sont passibles des peines édictées par le paragraphe 22°d:

a) le propriétaire, locataire ou occupant du terrain;

b) le propriétaire de véhicules qui y sont déposés.

Ordre d'enlever les objets, etc.

Le tribunal qui prononce la sentence ordonne que les objets de rebut ou véhicules dans le dépotoir qui ont fait l'objet de l'infraction soient enlevés dans un délai de huit jours à compter de la sentence, et ce, aux frais de la personne condamnée. »

S.R., c. 193, s. 500, remplacé pour la ville.

Augmentation ou réduction d'estimation.

3. L'article 500 de ladite loi est remplacé pour la ville par le suivant:

« **500.** Si, après que le rôle d'évaluation a été homologué, quelque propriété immobilière acquiert une augmentation de valeur par le fait de nouvelles constructions, additions ou améliorations, ou de subdivisions en lots à bâtir, ou subit une diminution de valeur par suite d'incendie, de démolition ou de quelque autre cause, le conseil peut, s'il juge importante cette augmentation ou cette diminution de valeur, ordonner à ses fonctionnaires d'augmenter ou de réduire l'estimation de cette propriété à sa valeur réelle, établir la valeur locative de toute nouvelle construction et modifier en conséquence le montant des taxes imposées sur cette propriété.

Date d'application.

La réduction ou l'augmentation de taxes sur les propriétés visées au premier alinéa sera effective à compter de la date indiquée au certificat d'occupation émis par le conseil ou ses fonctionnaires désignés, en tenant compte du nombre de mois à écouler pour l'année en cours.

Homologation.

Toute modification de rôle faite en vertu du présent article est sujette à

“(22c) every old car dump in the municipality shall be cleared away not later than the 30th of June 1973; Delay to clear away.

“(22d) for every infringement of paragraphs 22b and 22c, the offender shall be liable, in addition to costs, to a fine of twenty to forty dollars for a first offence and of forty to one hundred dollars for every subsequent offence within twelve months; Penalties.

“(22e) when an infringement of paragraphs 22b and 22c is committed, the following persons shall be liable to the penalties provided by paragraph 22d: Persons liable.

(a) the owner, tenant or occupant of the land;

(b) the owner of vehicles deposited there.

The court pronouncing sentence shall order the scrapped objects or vehicles in the dump which were the subject of the infringement to be removed within a delay of eight days from judgment rendered, at the expense of the person found guilty.” Order for removal of objects, etc.

3. Section 500 of the said act is replaced for the city by the following:

R.S., c. 193, s. 500, replaced for city.

“**500.** If, after the homologation of the valuation roll, any immovable property increases in value due to new constructions, additions or improvements, or subdivision into building-lots, or suffers a reduction in value in consequence of fire, demolition or any other cause, the council may, if it deems important such increase or reduction in value, order its officers to increase or decrease the assessment of such property to its real value, fix the rental value of any new construction, and alter accordingly the amount of taxes imposed upon such property. Increase or decrease of assessment.

The increase or decrease in taxes on the properties contemplated in the first paragraph shall apply from the date stated on the occupation certificate issued by the council or its appointed officers, taking account of the number of months remaining in the current year. Date when increase, etc., to apply.

Every alteration in a roll made under this section shall be subject to homologation. Homologation.

homologation par le conseil après avis de huit jours au propriétaire intéressé, lequel peut porter plainte et en appeler de la décision du conseil, en la manière ordinaire.

Plainte devant le bureau de révision.

S'il existe un bureau de révision, celui-ci juge à la place du conseil la plainte qui peut être faite par le propriétaire et cette décision du bureau de révision doit ensuite être homologuée par le conseil. »

S.R., c. 193, s. 593a, aj. pour la ville. Emprunts pour travaux du gouvernement provincial.

4. Ladite loi est modifiée pour la ville en insérant, après l'article 593, le suivant :

« **593a.** Dans le but de payer le coût des travaux que le gouvernement provincial peut exécuter dans le territoire de la ville, de temps à autre, la ville est autorisée à contracter des emprunts à long terme sans autres formalités que l'adoption par le conseil d'un règlement d'emprunt et l'approbation dudit règlement par le ministre des affaires municipales et la Commission municipale du Québec. »

S.R., c. 193, s. 604a, aj. pour la ville.

Emprunts temporaires.

5. Ladite loi est modifiée pour la ville en insérant, après l'article 604, le suivant :

« **604a.** Le conseil peut, par résolution, emprunter au fonds de roulement les sommes dont il a besoin pour payer les dépenses préliminaires à la réalisation de travaux de nature capitale, en attendant que les fonds nécessaires à l'exécution desdits travaux soient mis à la disposition de la ville, par emprunt à long terme ou autrement. »

Vente, etc., pour fins industrielles.

6. Nonobstant l'article 4 de la Loi des fonds industriels (Statuts refondus, 1964, chapitre 175), la Ville de Ste-Foy est autorisée à vendre ou à louer pour fins industrielles ou commerciales un immeuble qu'elle possède, acquis en vertu de ladite loi, aux conditions que le ministre des affaires municipales détermine.

Consolidation de dépenses.

7. La Ville de Sainte-Foy est autorisée à consolider, par règlement, toute dépense de nature capitale encourue sans appropriation suffisante de deniers ou autrement, avant le 1^{er} janvier 1971, et à dépenser à cette fin une somme n'excédant pas \$860,000.

gation by the council after eight days' notice to the proprietor concerned who may file a complaint and appeal from the decision of the council in the ordinary manner.

If there is a board of revision, it shall decide, instead of the council, any complaint that may be made by the proprietor and such decision of the board of revision shall then be homologated by the council."

Board to decide complaint.

4. The said act is amended for the city by inserting after section 593 the following:

"**593a.** With a view to paying the cost of works which the provincial government may carry out from time to time in the territory of the city, the city is authorized to contract long-term loans with no other formality than the passing of a loan by-law by the council and the approval of the said by-law by the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission."

R.S., c. 193, s. 593a, ad. for city.

Loans for work of provincial government.

5. The said act is amended for the city by inserting after section 604 the following:

"**604a.** The council, by resolution, may borrow from the working-fund any amount it needs to pay expenses prior to the carrying out of works of a capital nature, while awaiting the availability to the city, through long-term loans or otherwise, of the money necessary for carrying out such works."

R.S., c. 193, s. 604a, ad. for city.

Temporary borrowing.

6. Notwithstanding section 4 of the Industrial Funds Act (Revised Statutes, 1964, chapter 175), the City of St. Foy may sell or lease for industrial or commercial purposes an immovable owned by it and acquired under the said act, on conditions determined by the Minister of Municipal Affairs.

Authorization to sell, etc., for certain purposes.

7. The City of St. Foy is authorized to consolidate by by-law any capital expenditure incurred without sufficient appropriation of funds or otherwise before the 1st of January 1971, and for that purpose to spend a sum not to exceed \$860,000.

Consolidation authorized.

Approba-
tions de
règle-
ment.

Ce règlement ne requiert pas d'autre approbation que celle du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec.

Such by-law shall require the approval of only the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission. Approval of by-law.

Travaux
et em-
prunts au-
torisés.

8. Nonobstant toute loi générale ou spéciale, ou tout règlement, le conseil peut, et après avis de motion donné à une séance antérieure, sans qu'il soit requis d'obtenir l'approbation des propriétaires obligés, qui sont habiles à voter, visés aux articles 593 et 599 de la Loi des cités et villes, mais avec la seule approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec, décréter par résolution:

8. Notwithstanding any general law, special act or by-law, the council, after a notice of motion at a previous meeting, without it being required to obtain the approval of the property-owners compelled and qualified to vote contemplated in sections 593 and 599 of the Cities and Towns Act, but with the sole approval of the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission, may order by resolution: Works and loans authorized.

a) l'exécution de travaux permanents de réfection et de construction de rues, trottoirs, chaînes de rues, éclairage des rues, de signalisation routière, d'égout et d'aqueduc;

(a) the carrying out of permanent works for the repair and construction of streets, sidewalks, curb-stones, street lights, traffic signals, sewers and waterworks;

b) des emprunts temporaires pour défrayer le coût de ces travaux et leurs frais accessoires.

(b) temporary loans to meet the cost of such works and the expenses accessory thereto.

Valeur
maximale
des em-
prunts.

Le montant total des emprunts temporaires contractés pour l'exécution des travaux permanents susdits, suivant la procédure prévue au premier alinéa du présent article, ne peut en aucun temps excéder la somme de \$5,000,000.

The total amount of the temporary loans contracted for carrying out the above permanent works in accordance with the procedure provided in the first paragraph of this section, shall never exceed the sum of \$5,000,000. Maximum amount of loans.

Emprunts
à long
terme sur
obliga-
tions.

Le conseil doit, avant que le montant total de ces emprunts atteigne ladite somme de \$5,000,000, décréter, par règlement, un emprunt à long terme au moyen d'émission d'obligations pour rembourser en tout ou en partie les emprunts temporaires contractés en vertu du présent article ainsi que les autres passifs contractés dans l'exécution desdits travaux, sans autre formalité que l'adoption, par le conseil, d'un règlement à cet effet et l'approbation dudit règlement par le ministre des affaires municipales et la Commission municipale du Québec.

Before the total amount of such loans reaches the said sum of \$5,000,000, the council, by by-law, shall order a long term loan by way of a bond issue to repay all or part of the temporary loans contracted under this section, and the other liabilities incurred in carrying out the said works, with no other formality than the passing of a by-law to that effect by the council and the approval of the said by-law by the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission. Long term loans by bond issue.

Service
d'enlève-
ment de la
neige.

9. La Ville de Sainte-Foy est autorisée à établir, par règlement, le genre de service qu'elle juge approprié et ce dans chaque cas quant à l'enlèvement de la neige sur les voies publiques.

9. The City of St. Foy is authorized to establish, by by-law, the kind of service it deems proper in each case as regards snow removal on public thoroughfares. Service for snow removal.

Réparti-
tion du
coût.

Le coût de tel service peut être réparti entre les propriétaires de toutes rues, groupe de rues ou partie de rues, et la répartition peut se faire soit sur la longueur de la façade, l'évaluation muni-

The cost of such service may be apportioned among the property-owners on any street, group of streets or parts of streets, and such apportionment may be made according to the length of frontage, the Apportionment of cost.

cipale des terrains ou des bâtisses, selon la superficie totale d'un terrain ou cette superficie de terrain libre de bâtisse.

Créance privilégiée, etc.

Dans tous les cas, la créance de la ville est privilégiée au même rang que les cotisations pour taxes municipales; la facturation de ces services se fait une fois les travaux terminés à la fin de la période d'hiver et comprendra en plus du coût réel, les frais d'administration et financiers et cette créance devient due trente jours après l'expédition des comptes.

Règlement pour modifier entente.

10. À défaut d'accord préalable entre la Ville de Sainte-Foy et la ville de l'Ancienne-Lorette relativement à toute entente intervenue avant le 9 décembre 1970 entre la ville de l'Ancienne-Lorette et la paroisse de L'Ancienne-Lorette, le conseil de la Ville de Sainte-Foy peut, par règlement, modifier ou mettre fin à toute telle entente.

Délai pour considération.

Le texte de ce règlement, avant d'être soumis au conseil, doit être transmis à la ville de l'Ancienne-Lorette, qui a 30 jours pour le considérer.

Approbations requises.

De plus, un tel règlement, pour avoir effet, doit recevoir l'approbation de la Commission de police, si l'entente concerne le service de police; de la Régie des eaux, si l'entente concerne les services d'aqueduc ou d'égout; de la Commission municipale du Québec, dans les autres cas, sous réserve de tout recours en dommages-intérêts s'il y a lieu.

Fonds spécial.

11. La ville est autorisée à constituer un fonds spécial d'un montant déterminé par le ministre des affaires municipales et la Commission municipale du Québec, pourvu que le règlement décrétant la constitution de ce fonds reçoive toutes les approbations requises pour les règlements d'emprunts.

Acquisitions autorisées.

À cet effet, la ville peut, par règlement ne requérant pas d'autres approbations que celles du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec, acquérir à l'amiable ou par expropriation, des immeubles situés sur le territoire connu sous le nom de Pointe Sainte-Foy, pour fins résidentielles ou publiques, en vue de leur aménagement par l'entreprise privée ou par la ville.

municipal valuation of lots or buildings, the total area of the land or the area of land free of buildings.

In all cases, the claim of the city shall be privileged and shall rank with the assessment for municipal taxes; the accounts for such services shall be sent once the work has terminated at the end of the winter period and shall include the cost of management and financing in addition to the real cost, and such claim shall become due thirty days after the invoices are sent.

Privileged claim, etc.

10. Failing any previous agreement between the City of St. Foy and the town of l'Ancienne-Lorette respecting an agreement made between the town of l'Ancienne-Lorette and the Parish of L'Ancienne-Lorette before the 9th of December 1970, the council of the City of St. Foy, by by-law, may amend any such agreement or terminate it.

By-law to amend or terminate certain agreement.

Before the text of such by-law is submitted to the council it shall be sent to the town of l'Ancienne-Lorette which shall have 30 days to consider it.

Delay for consideration.

Moreover, to have effect, such by-law shall be approved by the Police Commission whenever the agreement concerns the police department, by the Water Board whenever the agreement concerns waterworks or sewer services and by the Québec Municipal Commission in every other case, subject to any recourse in damages, if need be.

Approval in certain cases.

11. The city is authorized to establish a special fund of an amount determined by the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission, provided that the by-law ordering the establishment of such fund receives every approval required for loan by-laws.

Special fund.

To that end, the city, by a by-law requiring approval by only the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission, may acquire immovables in the territory called Pointe Sainte-Foy by agreement or expropriation, for residential or public purposes, with a view to their development by private enterprise or by the city.

Acquisition authorized.

Immeu-
bles
inclus.

Plus spécifiquement, ce fonds spécial peut être constitué des immeubles suivants:

1° Les terrains déjà propriété de la ville dans le secteur dénommé Pointe Sainte-Foy.

2° L'ensemble des lots 250 N.S., 251 N.S. partie, 372 partie, 372-1, 153 partie, 164-A, 164-B et 164-C, propriété du gouvernement de la province de Québec, d'une superficie totale approximative de 2,870,000 pieds carrés (66 acres).

3° Les lots situés dans les aires d'aménagement prioritaires nos 2 et 4 dont le ou les propriétaires ne voudraient pas participer au remembrement parcellaire et autres ententes nécessaires à la réalisation des projets de développement, en accord avec le plan d'urbanisme et le règlement de zonage en vigueur dans la municipalité.

Aliéna-
tion pour
plan d'ur-
banisme.

La ville peut, aux conditions qu'elle détermine, aliéner pour fins de mise en oeuvre du plan d'urbanisme des aires d'aménagement, un ou des immeubles qu'elle possède pourvu que le montant d'aliénation ne soit pas inférieur au coût de cet immeuble et soit suffisant pour couvrir le prix d'acquisition et les intérêts.

Dépenses
incluses.

Ce montant d'aliénation peut également comprendre le coût des dépenses encourues pour services municipaux.

Emploi
des
profits.

L'argent provenant de l'aliénation doit être employé à l'extinction des obligations contractées par la ville, au paiement des intérêts et autres dépenses encourues pour les opérations du fonds. Tout surplus doit être déposé dans un compte spécial dont l'utilisation est soumise à l'approbation préalable du ministre des affaires municipales.

Première
hypothèque.

Toute aliénation consentie en vertu des dispositions de la présente loi doit être garantie par première hypothèque.

Seconde
hypothèque.

Sur preuve de la suffisance de la garantie, le ministre des affaires municipales peut toutefois permettre une aliénation garantie par seconde hypothèque.

Disposi-
tions
d'immeu-
bles
repris.

Si la ville, en vue de protéger sa créance, reprend l'immeuble hypothéqué en sa faveur, elle peut ensuite en disposer aux conditions approuvées par le ministre des affaires municipales. Le produit de cette aliénation est régi par le sixième alinéa du présent article.

More specifically, such special fund may consist of the following immoveables:

Immove-
ables
contem-
plated.

1. The land already owned by the city in the sector called Pointe Sainte-Foy.

2. All of lots 250 N.S., 251 N.S. part, 372 part, 372-1, 153 part, 164-A, 164-B and 164-C, property of the government of the province of Québec, having a total area of approximately 2,870,000 square feet (66 acres).

3. Lots in priority development areas Nos. 2 and 4, whose owner or owners do not wish to participate in the regrouping of lots and other agreements necessary to carry out the development plan, in agreement with the town-planning project and the zoning by-law in force in the municipality.

The city, on the conditions it determines, may, for purposes of implementing the town-planning project in the development areas, alienate one or more immoveables which it possesses provided the amount of the alienation is not less than the cost of such immovable and is sufficient to cover the cost of acquisition and interest.

Aliena-
tion au-
thorized.

Such amount of alienation may also comprise the cost of expenses incurred for municipal services.

Amount.

The money derived from the alienation shall be used to extinguish the liabilities incurred by the city and to pay the interest and other expenses incurred for the operations of such fund. Any surplus shall be deposited in a special account the use of which shall be subject to the prior approval of the Minister of Municipal Affairs.

Use of
money
from
aliena-
tion.

Any alienation made under this act must be secured by first hypothec.

First
hypothec.

Upon proof of the sufficiency of the security, the Minister of Municipal Affairs may, however, authorize an alienation secured by second hypothec.

Second
hypothec.

If the city, in order to protect its claim, takes back an immovable hypothecated in its favour, it may subsequently dispose of it on such conditions as are approved by the Minister of Municipal Affairs. The proceeds of such alienation shall be governed by the sixth paragraph of this section.

Disposal
of im-
moveable
hypothec-
ated.

Compte
spécial.

Les opérations de ce fonds spécial doivent faire l'objet d'un compte spécial de la ville et apparaître au rapport financier annuel dans une section distincte.

The operations of such special fund must be entered in a special account of the city and appear in its annual financial statement under a separate heading.

Entrée en
vigueur.

12. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

12. This act shall come into force on the day of its sanction.